

**No. 47483**

---

**France  
and  
Chile**

**Agreement on cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile in the area of renewable energies. Paris, 27 May 2009**

**Entry into force:** *27 May 2009 by signature, in accordance with article V*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 10 May 2010*

---

**France  
et  
Chili**

**Accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili dans le domaine des énergies renouvelables. Paris, 27 mai 2009**

**Entrée en vigueur :** *27 mai 2009 par signature, conformément à l'article V*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 10 mai 2010*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD DE COOPERATION**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CHILI**

**DANS LE DOMAINE DES ENERGIES RENOUVELABLES**

Le Gouvernement de la République française, d'une part,

et

le Gouvernement de la République du Chili, d'autre part, ci-après dénommés les « Parties »,

#### RECONNAISSANT

- Que les Parties souhaitent établir des relations de collaboration durables dans le domaine de l'énergie, la diversification des sources d'énergie, son utilisation efficace et notamment, dans la promotion et le développement des énergies renouvelables non conventionnelles et leur usage efficace.
- Que la génération électrique à partir des énergies renouvelables non conventionnelles est un outil qui permet de contribuer, d'une part, à la nécessaire augmentation de l'offre, à partir de ressources qui peuvent devenir compétitives et, d'autre part, à la sécurité énergétique et à l'atteinte des objectifs environnementaux et d'équité.
- Que tant le Chili que la France, considèrent que les technologies non conventionnelles permettent d'intégrer à la matrice énergétique des sources d'énergie primaires autochtones et des technologies de génération de haut niveau technologique et de fiabilité.
- Que la France a développé des politiques publiques et des initiatives éprouvées dans la promotion de sources d'énergie non conventionnelles et que les projets, ses études, sa réglementation et ses technologies lui ont octroyé la reconnaissance et le prestige international dans ce domaine.
- Que le gouvernement chilien, a développé, dans le but d'encourager les énergies renouvelables non conventionnelles, des initiatives de perfectionnement du cadre réglementaire, la mise en œuvre d'instruments d'appui direct aux investissements et à la création d'un Centre d'Energies Renouvelables, dans le but de contribuer au renforcement de la matrice énergétique nationale, en augmentant sa diversification et son indépendance pour appuyer les projets de génération à partir de sources d'énergie alternatives.
- Que la promotion des activités prévues dans le présent Accord constitue un support aux actions de collaboration technique et économique dans lesquelles se sont engagés les gouvernements des deux pays.

#### SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

##### ARTICLE I : Objet

Le présent Accord a pour objet de faciliter l'adoption de mesures de coopération entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) de la République française et les institutions de la République du Chili en charge de la mise en œuvre des politiques de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables, dont le Centre des Energies Renouvelables, afin de favoriser la diversification du mix énergétique, la promotion d'initiatives de production d'énergie à partir de sources alternatives et le développement des énergies renouvelables non conventionnelles.

## **ARTICLE II : Activités**

Les activités de coopération à développer ont une portée globale et portent sur les domaines suivants :

- Veille sur les politiques publiques de développement de sources d'énergie non conventionnelles et les programmes qui ont permis aux pays de faciliter le développement durable et la diversification de leurs matrices énergétiques.
- Appui à la systématisation de l'information sur l'expérience comparée dans la mise en œuvre et le fonctionnement d'institutions, d'organismes ou de programmes spécialisés en énergies renouvelables qui aident à l'installation d'organisations similaires dans leurs pays respectifs.
- Collaboration et échanges d'information et d'expériences sur les développements, les avancées technologiques et les réseaux d'experts et de chercheurs dans les domaines énergétiques.
- Echanges sur les orientations des programmes de recherche et de développement en matière d'énergies renouvelables non conventionnelles et la diversification de sources d'énergie.
- Appui aux tâches de réalisation de cadastres de ressources et de mesure du potentiel en sources alternatives d'énergie.
- Coopération dans des programmes de formation de professionnels et de techniciens dans le développement de sources non conventionnelles, des technologies alternatives de génération et de stratégies de diversification de la matrice énergétique.
- Organisation et réalisation d'activités communes liées à la promotion des énergies renouvelables non conventionnelles.
- Echanges et coopération en matière d'efficacité énergétique en particulier dans des domaines tels que le bâtiment ou les transports
- Evaluation des émissions de gaz à effet de serre, notamment avec des méthodes telles que le Bilan Carbone.

## **ARTICLE III : Définition et formalisation des activités**

La mise en œuvre du présent Accord et la matérialisation de la collaboration mutuelle s'articulent au travers d'accords, de projets ou de services spécifiques pour chaque thème ou programme et dont le contenu ponctuel sera fixé dans chaque cas avec l'accord des Parties, qui ne portera que sur les détails particuliers (participations, apports d'envergure similaire, financement, calendriers de travail, etc.) de chacun desdits projets ou services.

## **ARTICLE IV : Coordination**

Les Parties maintiennent une coordination permanente afin d'appliquer de manière adéquate le présent Accord. Pour le Centre des Energies Renouvelables de la République du Chili la coordination est réalisée par son Directeur Exécutif et pour l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie par son Directeur de l'Action Internationale.

**ARTICLE V : Durée**

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature et a une durée de quatre ans. Le présent Accord est prorogé automatiquement par périodes annuelles, sauf si l'une des Parties fait part, par voie de notification écrite adressée à l'autre Partie au moins six mois avant la date d'expiration, de son souhait de dénoncer le présent Accord.

**ARTICLE VI : Terme anticipé**

Le présent Accord et les accords spécifiques qui sont conclus en application de son article III peuvent se terminer par accord mutuel ou unilatéralement, en cas de non-respect par l'autre Partie.

**ARTICLE VII : Règlement des différends**

Toute question ou tout différend relatif à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord est réglé par accord amiable entre les Parties. A cet effet, elles négocient entre elles de bonne foi et dans le souci de l'intérêt mutuel, pour trouver une solution juste, équitable et satisfaisante pour les deux Parties.

Fait à Paris (France) le 27 mai 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française



Hubert FALCO  
Secrétaire d'Etat chargé  
de l'Aménagement du territoire

Pour le Gouvernement  
de la République du Chili



Marcelo TOKMAN  
Ministre Président de la Commission Nationale  
de l'Energie

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO DE COOPERACION**

**ENTRE**

**EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA**

**Y**

**EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE CHILE**

**DENTRO DEL MARCO DE LAS ENERGIAS RENOVABLES**

El Gobierno de la República francesa, por una parte,  
y  
el Gobierno de la República de Chile, por otra parte, denominados de ahora en adelante como  
"Las Partes",

**RECONOCIENDO:**

- Que las Partes desean establecer relaciones de colaboración sustentables en el campo de la energía, de la diversificación de las fuentes de energía, de su utilización eficaz y por sobre todo, en la promoción y el desarrollo de energías renovables no convencionales y su eficaz utilización.
- Que la generación de electricidad a partir de energías renovables no convencionales constituye una herramienta que permite contribuir, por una parte, al necesario aumento de la oferta a partir de recursos que pueden convertirse en competitivos, y por otra, a la seguridad energética y a la consecución de los objetivos, tanto medioambientales como de equidad.
- Que, tanto Chile como Francia, consideran que las tecnologías no convencionales permiten integrar a la matriz energética fuentes de energía primarias autóctonas, así como también, tecnologías de generación de alto nivel tecnológico y de fiabilidad.
- Que Francia ya ha desarrollado políticas públicas e iniciativas ampliamente probadas dentro de la promoción de fuentes de energía no convencionales y que, además, los proyectos, sus estudios, su reglamentación y sus tecnologías le han otorgado el reconocimiento y el prestigio internacional dentro de este dominio.
- Que el gobierno chileno ha desarrollado, con el objetivo de incentivar las energías renovables no convencionales, variadas iniciativas de perfeccionamiento del marco reglamentario, la puesta en marcha de instrumentos de apoyo directo a las inversiones y a la creación de un Centro de Energías Renovables, con el propósito de contribuir al reforzamiento de la matriz energética nacional, aumentando su diversificación y su independencia para apoyar los proyectos de generación a partir de fuentes de energía alternativas.
- Que la promoción de las actividades previstas dentro del presente Acuerdo constituye un soporte para las acciones de colaboración técnica y económica en las cuales se comprometieron los gobiernos de ambos países.

**HAN CONVENIDO LO SIGUIENTE:**

**ARTICULO I: Objetivo**

El presente Acuerdo tiene como objetivo el de facilitar la adopción de medidas de cooperación entre la "Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie" (ADEME) de la República francesa y las instituciones de la República de Chile, a cargo de la puesta en marcha de las políticas de lucha contra el cambio climático, de la eficacia energética y del desarrollo de energías renovables, dentro de los cuales está el "Centro de Energías Renovables", con el propósito de favorecer la diversificación de la mezcla energética, la promoción de iniciativas de generación a partir de fuentes alternativas y el desarrollo de energías renovables no convencionales.

## **ARTICULO II: Actividades**

Las actividades de cooperación a desarrollar tienen un alcance global y están dirigidas a los siguientes ámbitos:

- Velar sobre las políticas públicas de desarrollo de fuentes de energía no convencionales y sobre los programas que han permitido a los países facilitar el desarrollo sustentable o duradero y la diversificación de sus matrices energéticas.
- Proveer un apoyo a la sistematización de la información basada en la experiencia comparada de la puesta en marcha y el funcionamiento de instituciones, de organismos o de programas especializados en energías renovables que ayuden en la instalación de organizaciones similares dentro de sus respectivos países.
- Colaboración e intercambios de información y de experiencias sobre los desarrollos, los avances tecnológicos y las redes de expertos y de investigadores en los campos energéticos.
- Intercambios sobre las orientaciones de los programas de investigación y desarrollo en materia de energías renovables no convencionales y la diversificación de las fuentes de energía.
- Apoyo a las tareas de realización de catastros de recursos y de medición del potencial en fuentes alternativas de energía.
- Cooperación en los programas de formación de profesionales y de técnicos dentro del desarrollo de fuentes no convencionales, de tecnologías alternativas de generación y de estrategias de diversificación de la matriz energética.
- Organización y realización de actividades comunes ligadas a la promoción de energías renovables no convencionales.
- Intercambios y cooperación en materia de eficacia energética, en particular en algunos ámbitos tales como la construcción o el transporte.
- Evaluación de las emisiones de gas con efecto invernadero, especialmente con los métodos tales como el "Balance del Carbono".

## **ARTICULO III: Definición y formalización de las actividades**

La puesta en marcha del presente Acuerdo y la materialización de la colaboración mutua se articulan a través de acuerdos, de proyectos o de servicios específicos para cada tema o programa, y cuyo contenido puntual será fijado en cada caso, con el acuerdo de las Partes, el que se basará sólo en detalles particulares (participaciones, aportes de envergadura similar, financiamiento, calendarios de trabajo, etc.) de cada uno de los proyectos o servicios señalados.

## **ARTICULO IV: Coordinación**

Las Partes mantienen una coordinación permanente para aplicar de manera adecuada el presente Acuerdo. Para el « Centro de Energías Renovables » de la República de Chile, la coordinación es realizada por su Director Ejecutivo y para la "Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie" por su Director de Acción Internacional.



**ARTICULO V: Duración**

El presente Acuerdo entra en vigor en la fecha de su firma y tiene una duración de cuatro años.

El presente Acuerdo se prorrogará automáticamente por períodos anuales, salvo si una de las Partes comunica, por vía de notificación escrita, dirigida a la otra Parte, por lo menos seis meses antes de la fecha de expiración, su deseo de renunciar el presente Acuerdo.

**ARTICULO VI: Término anticipado**

El presente Acuerdo y los acuerdos específicos que son concluidos en aplicación de su artículo III pueden terminarse por acuerdo mutuo o unilateralmente en caso de no respeto por la otra Parte.

**ARTICULO VII: Solución de diferendos**

Toda duda o todo diferendo relativo a la interpretación o a la puesta en marcha del presente Acuerdo está regulado por un acuerdo amistoso entre las Partes. Para este efecto, se negocia de buena fe y con la preocupación del interés mutuo, para encontrar una solución justa, equitativa y satisfactoria para ambas Partes.

Hecha en París (Francia) el 27 de mayo de 2009, en dos ejemplares originales, cada uno en lenguas francesa y española, siendo ambos textos igualmente auténticos.

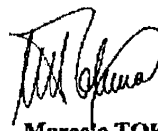
Por el Gobierno  
de la República francesa



Hubert FALCO

Secrétaire d'Etat chargé  
de l'Aménagement du Territoire

Por el Gobierno  
de la República de Chile



Marcelo TOKMAN  
Ministro Presidente de la Comisión Nacional  
de Energía

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE  
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
CHILE IN THE AREA OF RENEWABLE ENERGIES

The Government of the French Republic, on the one hand, and the Government of the Republic of Chile, on the other hand, hereinafter referred to as the “Parties”,

Recognizing that:

- The Parties wish to establish enduring relations of cooperation in the field of energy, the diversification of energy sources, effective energy utilization and, in particular, the promotion and development of non-conventional renewable energies and their effective use,
- Electricity generation from non-conventional renewable energies is a tool for bringing about both the necessary increase in energy supply, by drawing on resources that can become competitive, as well as energy security and the achievement of environmental goals and equity,
- Both Chile and France believe that non-conventional technologies help to incorporate indigenous primary energy sources, as well as state-of-the-art and reliable generation technologies, into the energy matrix,
- France has developed public policies and proven initiatives for the promotion of non-conventional energy sources. Its projects, studies, regulations and technologies have earned it international recognition and prestige in this field,
- The Chilean Government, with the aim of promoting non-conventional renewable energies, has developed initiatives to enhance its regulatory framework, introduced instruments that directly support investment and established a Centre for Renewable Energies with the aim of strengthening the national energy matrix through expanded diversification and greater independence in terms of supporting projects to generate energy from alternative sources,
- Promotion of the activities set out in the present Agreement will bolster the technical and economic cooperation activities launched by the Governments of the two countries,

Have agreed as follows:

*Article I. Purpose*

The purpose of the present Agreement is to facilitate the adoption of cooperation measures between the Agency for the Environment and Energy Management (ADEME) of the French Republic and the institutions of the Republic of Chile responsible for implementing policies to combat climate change, ensure energy efficiency and develop renewable energies, including the Centre for Renewable Energies, with a view to promoting the diversification of the energy mix, initiatives to produce energy from alternative sources and the development of non-conventional renewable energies.

### *Article II. Activities*

Cooperation activities to be carried out shall be comprehensive in scope and focus on the following areas:

- Monitoring of public development policies on non-conventional energy sources and programmes to help the two countries facilitate the achievement of sustainable development and diversification of their energy matrices;
- Support for the systematization of information on compared experiences regarding implementation and the functioning of institutions, agencies or programmes specializing in renewable energies, thereby helping them to establish similar organizations in their respective countries;
- Collaboration and exchange of information and experiences concerning development, technological advances and networks of experts and researchers in energy-related fields;
- Exchanges on the direction of research and development programmes on non-conventional renewable energies and the diversification of energy sources;
- Support for the work of keeping resource registries and assessing potential alternative energy sources;
- Cooperation in programmes to train professionals and technicians in the development of non-conventional sources, alternative power generation technologies and strategies for the diversification of the energy matrix;
- Organization and implementation of joint activities for the promotion of non-conventional renewable energies;
- Exchanges and cooperation in the area of energy efficiency, particularly in such fields as construction or transport;
- Assessment of greenhouse gas emissions, in particular through the lens of the Carbon Footprint.

### *Article III. Definition and formalization of activities*

The implementation of the present Agreement and the realization of mutual cooperation shall be based on special agreements, projects or services for each theme or programme. Specific content in each case shall be determined with the consent of the Parties and shall focus solely on the specific details (including participation, other similar forms of contribution, financing and timetable) of each of the said projects or services.

### *Article IV. Coordination*

The Parties shall ensure ongoing coordination with a view to the proper implementation of the present Agreement. The focal point for the Centre for Renewable Energies of the Republic of Chile shall be its Executive Director; for the Agency for Environmental and Energy Management, it shall be the Director of International Activities.

*Article V. Duration*

The present Agreement shall enter into force on the date of its signature for a period of four years. The present Agreement shall be automatically renewable for one-year periods, unless one of the Parties, through written notification addressed to the other Party at least six months prior to the date of expiry, makes known its wish to denounce the present Agreement.

*Article VI. Early termination*

The present Agreement and the special agreements concluded pursuant to article III may be terminated by mutual agreement or unilaterally in the event of a breach by the other Party.

*Article VII. Settlement of differences*

Any issue or dispute regarding the interpretation or implementation of the present Agreement shall be settled amicably between the Parties. To that end, they shall negotiate between themselves, in good faith and out of concern for their mutual interest, in order to find a solution that is just, equitable and satisfactory to both Parties.

DONE in Paris (France) on 27 May 2009, in two original copies, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT FALCO

Secretary of State for National and Regional Development

For the Government of the Republic of Chile:

MARCELO TOKMAN

Minister, President of the National Energy Commission